



## En 2014, un demandeur d'emploi sur quatre est éloigné de l'emploi en Auvergne

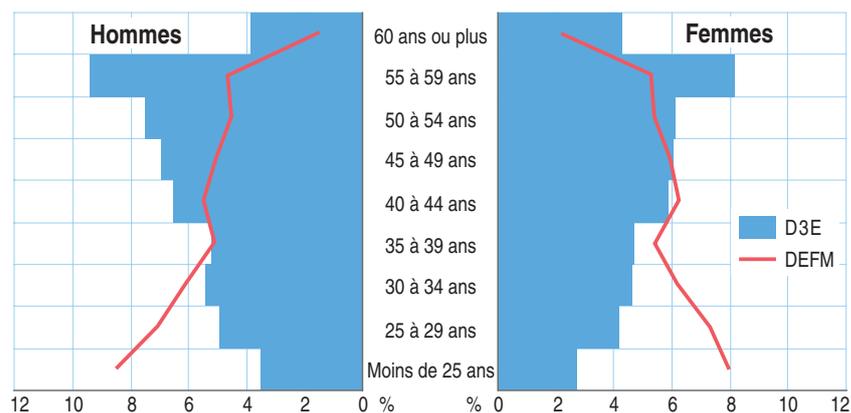
**F**in 2014, en Auvergne, un demandeur d'emploi sur quatre est resté au moins 12 mois sans aucune activité au cours des 15 mois précédents. Cette proportion, en nette augmentation depuis 2007, est comparable au niveau métropolitain. L'âge est le premier facteur d'éloignement de l'emploi. Interviennent aussi le faible niveau de formation ou le manque de mobilité géographique. Les demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi présentent des profils variés, qui peuvent être regroupés en huit classes. Deux demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi sur cinq résident dans la zone d'emploi de Clermont-Ferrand. Les demandeurs d'emploi du nord de l'Auvergne sont plus souvent éloignés de l'emploi.

Ghislaine Cormier, Insee

Le marché du travail évolue avec une présence de plus en plus importante de travailleurs en situation récurrente de chômage. Or, ce type de situation n'est pas pris en compte par l'indicateur classique du chômage de longue durée (demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis au moins 12 mois). C'est pourquoi Pôle emploi a défini un indicateur permettant d'appréhender les inscriptions de longue durée des demandeurs d'emploi, tout en tenant compte du phénomène croissant d'allers-retours entre chômage et emploi. Cet indicateur porte sur les demandeurs d'emploi restés au moins 12 mois sans aucune activité au cours des 15 mois précédents (dans la suite du texte, ceux-ci seront nommés demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi ou D3E). Au 31 décembre 2014, les D3E sont au nombre de 25 000 en Auvergne et représentent 24,4 % des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits en catégorie A, B ou C, soit un poids comparable à celui observé en France métropolitaine (24,7 %).

### 1 Les demandeurs d'emploi âgés plus souvent éloignés de l'emploi

Répartition des D3E et des DEFM par sexe et âge au 31 décembre 2014



Note de lecture : En 2014, les femmes de moins de 25 ans représentent 2,7 % des D3E contre 7,9 % des DEFM.  
Source : Pôle emploi, fichier historique administratif.

### L'âge, principal facteur d'éloignement de l'emploi

À profil équivalent (*méthodologie*), plus les demandeurs d'emploi sont âgés, plus le risque qu'ils se trouvent en situation d'éloignement est important. L'âge est ainsi le premier facteur d'éloignement de l'emploi.

Ce résultat découle notamment des réticences de certains employeurs à emba-

cher des seniors. Un des arguments évoqués est l'effet horizon. L'horizon est, au maximum, la durée restante jusqu'au départ à la retraite. Quand celle-ci est limitée, les entreprises peuvent juger trop importants les coûts occasionnés par le recrutement et la formation de ces salariés.

L'importance du facteur âge se reflète nettement dans le profil des D3E. En Auvergne, près de la moitié des seniors



pôle emploi



Insee

(âgés de 55 ans ou plus) en recherche d'emploi sont éloignés de l'emploi. En revanche, 9 % des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sont concernés. En effet, ils alternent plus facilement périodes de travail et de chômage. Ainsi, 26 % des D3E ont au moins 55 ans et seulement 6 % moins de 25 ans, alors que ces deux classes d'âge représentent respectivement 14 % et 16 % des DEFM (figure 1).

Le genre influe aussi, mais dans une moindre mesure. Ainsi, bien que les hommes soient moins nombreux que les femmes parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi (48 %), ils sont surreprésentés dans les D3E (53 %).

Un faible niveau de formation est également un frein à l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi. Ainsi, 69 % des D3E ont un niveau inférieur au baccalauréat contre 59 % parmi les DEFM. L'influence du niveau de formation est particulièrement importante chez les moins de 25 ans. Dans cette tranche d'âges, ceux qui ont un niveau inférieur au baccalauréat représentent près des trois quarts des D3E contre seulement la moitié des DEFM.

Le manque de mobilité augmente aussi la probabilité d'être éloigné de l'emploi. Ainsi, les demandeurs d'emploi qui n'acceptent qu'un trajet domicile-travail inférieur à 15 kilomètres sont surreprésentés parmi les D3E (34 % contre 24 % pour les DEFM).

De même, certains motifs d'inscription à Pôle emploi augmentent le risque de devenir un D3E, notamment le licenciement ou la reprise d'activité après une interruption (arrêt de plus de six mois, interruption pour une maladie ou une maternité...). En revanche, les inscrits après une mission d'intérim y sont moins exposés.

Enfin, malgré l'existence de l'obligation d'emploi (*methodologie*), les personnes en situation de handicap rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi ; elles représentent 22 % des D3E contre 11 % des DEFM.

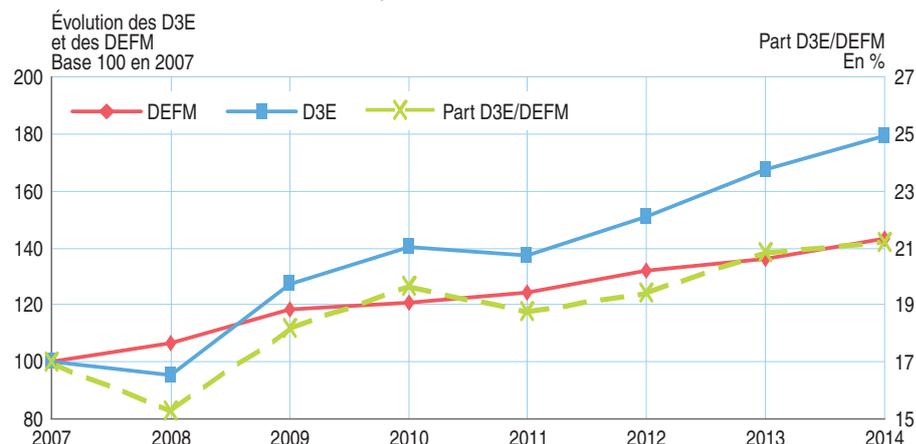
## En 2014, davantage de D3E qu'en 2007

Sur la période 2007-2014, le nombre de D3E a plus que doublé et leur part dans les DEFM est passée de 17 % à 24 %. Cette augmentation, amorcée en 2008, est liée à la fois à la crise économique et à des mesures réglementaires. En particulier, la suppression de la dispense de recherche d'emploi pour les allocataires de plus de 57 ans et demi, ainsi que le recul de l'âge légal de départ en retraite, ont contribué à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi âgés, dont le risque d'éloignement de l'emploi est important.

L'augmentation des D3E est ainsi légèrement moins marquée dès lors que l'analyse se limite à une population non concernée par ces mesures. Entre 2007 et 2014, le nombre de D3E de moins de 55 ans a été multiplié

## 2 La part des D3E augmente

Évolution des D3E, des DEFM et de la part des D3E dans les DEFM chez les moins de 55 ans



Note de lecture : En Auvergne, chez les moins de 55 ans, la part des D3E dans les DEFM s'est élevée à 21 % en 2014. Les nombres de D3E et de DEFM ont été multipliés respectivement par 1,8 et 1,4 entre 2007 et 2014.

Source : Pôle emploi, fichier historique administratif.

par 1,8 (8,3 pour les plus de 55 ans) et leur poids dans les DEFM est passé de 17 % à 21 % (figure 2). Cette évolution peut s'expliquer par la crise économique (de 2007 à 2014, les secteurs marchands auvergnats ont perdu 14 000 emplois salariés), mais aussi par l'obligation d'orienter les allocataires du revenu de solidarité active (RSA, créé en 2009) vers le service public de l'emploi. Celle-ci a eu pour conséquence d'accroître le nombre d'inscriptions à Pôle emploi de personnes ayant de grandes difficultés à trouver un emploi non précaire.

La répartition par sexe s'est inversée : les hommes représentent 53 % des D3E de moins de 55 ans en 2014 contre 46 % en 2007. En effet, les secteurs les plus affectés par la crise (l'industrie, la construction, les transports) emploient une main-d'œuvre surtout masculine. Une grande part des domaines professionnels qui ont le plus progressé au sein des D3E entre 2007 et 2011 peuvent être associés à ces secteurs. Parallèlement, au sein des D3E de moins de 55 ans, la part des moins de 35 ans est celle qui a le plus augmenté. En conséquence, la part des hommes de moins de 35 ans est passée de 12,5 % à 18,5 %, celle des femmes restant stable à 15,5 %.

## Huit profils différents de D3E

Des caractéristiques des D3E se déduisent huit profils destinés à permettre à Pôle emploi d'adopter des mesures adaptées (*methodologie*).

La classe des « seniors » regroupe un dixième des D3E, soit 2 400 personnes. Elle se compose à 81 % de personnes âgées de 55 ans ou plus. Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi après un licenciement sont surreprésentés (40 % dans cette classe contre 16 % dans l'ensemble des D3E). Ces D3E travaillaient notamment dans des

secteurs fortement touchés par la crise. Ils recherchent ainsi principalement un emploi dans la construction, l'industrie ou le commerce. Par ailleurs, 35 % d'entre eux sont des ouvriers qualifiés contre 16 % pour l'ensemble des D3E.

La classe des « jeunes demandeurs d'emploi » représente 7 % des D3E, soit 1 700 personnes. Elle regroupe 84 % de jeunes de moins de 25 ans, à l'expérience professionnelle limitée ou nulle (un quart est inscrit en tant que « premières entrées »). Leur recherche les oriente fréquemment vers un emploi peu qualifié : employé non qualifié ou manœuvre. Les domaines professionnels surreprésentés dans leurs recherches d'emploi sont le commerce, l'hôtellerie-restauration ou la construction.

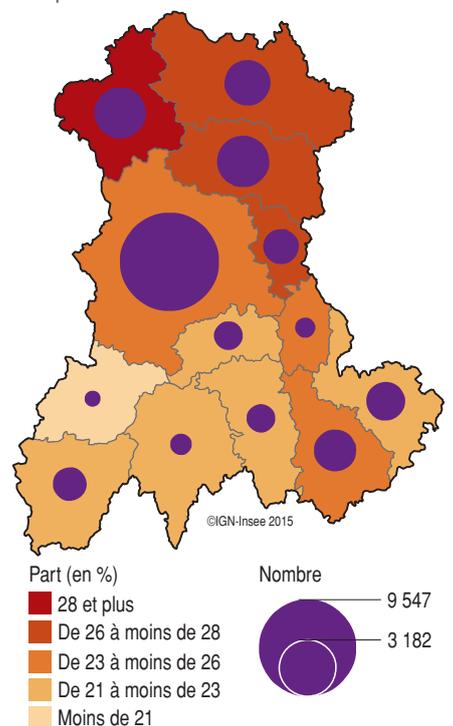
Celle des « ouvriers d'âge mûr », avec 17 % des D3E (soit 4 250 personnes), comprend 70 % d'ouvriers ou de manœuvres. Ce sont principalement des demandeurs d'emploi de sexe masculin, avec une surreprésentation de la tranche d'âges de 45 à 54 ans (les ouvriers les plus âgés font partie de la classe des seniors). Les trois quarts ont un niveau CAP ou BEP contre 44 % pour l'ensemble des D3E. Ils recherchent avant tout un emploi dans les transports et la logistique, l'agriculture et l'entretien des espaces verts ou naturels, l'installation-maintenance, l'industrie ou le BTP.

La classe des « employées qualifiées », avec un cinquième des D3E, soit 4 950 personnes se compose à 82 % de femmes. Ces demandeurs d'emploi sont principalement des employés qualifiés de commerce ou d'administration (secrétariat et assistance). Ainsi, près de la moitié bénéficie d'un niveau se situant entre Bac et Bac+2, contre 24 % pour l'ensemble des D3E. Ils recherchent majoritairement des emplois dans le commerce et les supports à l'entreprise. Ce sont des D3E d'âge moyen (surreprésentation de la tranche d'âges de 35 à 44 ans) avec des enfants à charge.

La cinquième classe, avec 14 % des D3E, soit 3 550 personnes est celle des « **employés non qualifiés assez âgés** ». Près de la moitié d'entre eux a une formation d'un niveau inférieur ou égal à la troisième (hors CAP) contre un quart des D3E. Leur âge moyen est de 53 ans. Les deux tiers ont un statut de travailleur handicapé. Une même proportion ne souhaite pas prendre un emploi distant de plus de 15 km de leur domicile. Ils recherchent plus particulièrement des emplois dans les services à la personne et à la collectivité (51 %) : nettoyage, assistance auprès d'adultes ou d'enfants, gardiennage... Enfin, les trois quarts souhaitent un poste à temps partiel.

### 3 Des D3E plus présents dans l'Allier

Part des D3E au sein des DEFM par zone d'emploi



Source : Pôle emploi, fichier historique administratif.

### 4 Les D3E les plus âgés très présents dans le sud

Part des classes « seniors » et « employés non qualifiés assez âgés » au sein des D3E par zone d'emploi



Source : Pôle emploi, fichier historique administratif.

La classe des « **cadres** » regroupe 6 % des D3E, soit 1 500 personnes. Elle comprend deux tiers de cadres et 18 % de techniciens. Dans cette classe, neuf D3E sur dix ont un niveau de formation au moins égal à Bac+2 et les deux tiers un niveau supérieur ou égal à Bac+3. Ce sont des travailleurs plutôt mobiles : quatre sur cinq accepteraient de faire des déplacements domicile-travail d'une distance supérieure ou égale à 30 kilomètres. Certains domaines d'activité sont surreprésentés : « banque, assurances et immobilier », « support à l'entreprise » et « communication, média et multimédia ». La septième classe, avec 8 % des D3E, soit 2 000 personnes, se compose de « **demandeurs d'emploi cumulant les difficultés** ». Leur niveau de formation est faible : six sur dix ont un niveau inférieur ou égal à la troisième (hors CAP). Ainsi, les deux tiers sont ouvriers ou employés non qualifiés. Ils recherchent des métiers dans la construction et dans les services à la personne et à la collectivité, notamment dans les services domestiques (employés de ménage) et le nettoyage de locaux. Par ailleurs, 64 % d'entre eux sont de nationalité étrangère. Très urbains, quatre sur dix résident en Zone Urbaine Sensible (contre un D3E sur dix). Ils sont aussi peu mobiles, la moitié ne souhaitant pas un emploi situé à plus de 15 km de leur domicile. Par ailleurs, 41 % ont au moins trois enfants. Leur précarité ressort dans le fait que les trois quarts n'ont pas d'indemnisation chômage.

Enfin, une huitième classe, celle des « **bénéficiaires du RSA assez jeunes** », regroupe 19 % des D3E, soit 4 700 personnes. Parmi eux, 43 % ont entre 25 et 34 ans. Ils peinent à trouver des emplois non précaires. C'est pourquoi la quasi-totalité d'entre eux ne sont pas indemnisés par Pôle emploi. Cette classe comprend donc une très grande majorité de bénéficiaires du RSA (92 %). Leurs profils

de formation et de qualification sont pourtant proches de la moyenne.

### Plus de D3E au nord de l'Auvergne

Quatre zones d'emploi regroupent les deux tiers des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi : celle de Clermont-Ferrand, qui en concentre près de quatre sur dix, et les trois zones de l'Allier, Vichy, Montluçon (11 % chacune) et Moulins avec 8 %. À l'inverse, les zones de Mauriac, Saint-Flour et Ambert ne représentent au total que 4 % de l'ensemble des D3E.

Par ailleurs, le nord de l'Auvergne est plus touché par l'éloignement de l'emploi (figure 3) : la part des D3E dans l'ensemble des DEFM dépasse 26 % dans les zones d'emploi de l'Allier ainsi que dans celle de Thiers. En revanche, dans le sud, elle reste inférieure à 23 % dans l'ensemble des zones d'emploi du Cantal et de la Haute-Loire (à l'exception de celle du Puy-en-Velay), ainsi que dans celle d'Issoire. Elle est même limitée à 15 % dans la zone de Mauriac.

### Plus de demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi âgés dans le sud

Tous les profils de D3E sont présents dans les zones d'emploi auvergnates. Toutefois, dans certaines d'entre elles, des profils sont surreprésentés.

Ainsi, les zones d'emploi de Saint-Flour, d'Yssingeaux (partie auvergnate de la zone d'emploi de Saint-Étienne) et de Mauriac se distinguent par un poids particulièrement élevé des classes des D3E les plus âgées : celle des « employés non qualifiés assez âgés » et celle des « seniors » (figure 4). En outre, la classe des « ouvriers d'âge mûr » est largement surreprésentée dans la zone de Mauriac.

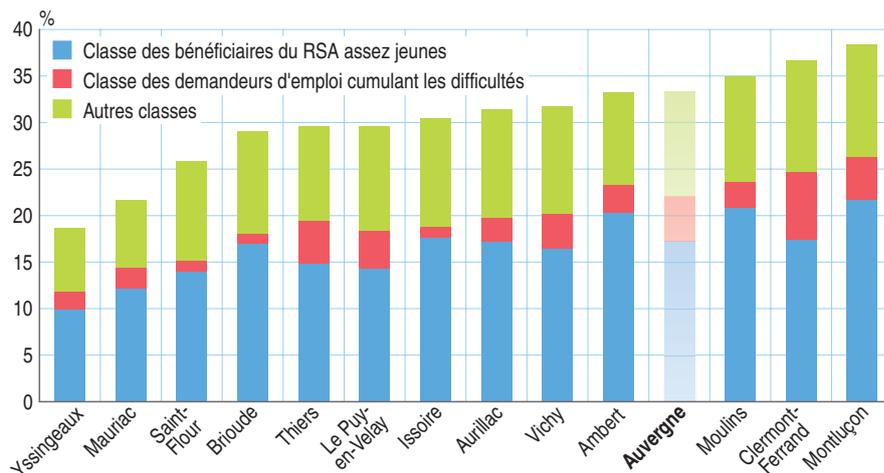
La structure de la zone d'emploi de Clermont-Ferrand reflète ses caractéristiques de capitale régionale. C'est la zone du territoire auvergnat où les classes des « cadres » et des « demandeurs d'emploi cumulant les difficultés » sont les plus importantes. À l'inverse, les classes des « seniors », des « employés non qualifiés assez âgés » et des « ouvriers d'âge mûr » y sont les moins représentées. Les zones d'emploi de Moulins, Aurillac, Ambert et Brioude ont une structure assez proche de l'ensemble de l'Auvergne. Elles s'en distinguent toutefois par une surreprésentation de la classe des « employés non qualifiés assez âgés » et de celle des « ouvriers d'âge mûr ». La zone d'emploi d'Issoire, proche du groupe précédent, s'en démarque par une nette surreprésentation de la classe des « employées qualifiées ». Les autres zones d'emploi ont une structure très proche de la moyenne régionale. ■

## Plus d'allocataires du RSA dans le Puy-de-Dôme et dans l'Allier

### 5 Plus de D3E allocataires du RSA dans le nord

Les allocataires du RSA représentent un tiers des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi. Ils sont toutefois inégalement répartis sur le territoire auvergnat. Leur poids est moindre dans certaines zones d'emploi du sud de la région, comme celles d'Yssingeaux, de Mauriac ou de Saint-Flour (entre 19 % et 26 %). En revanche, il est plus élevé (entre 32 % et 38 %) dans les zones de la partie nord de l'Auvergne : celles de l'Allier ainsi que celles de Clermont-Ferrand et d'Ambert. Les allocataires du RSA se concentrent largement dans deux classes de D3E : les « bénéficiaires du RSA assez jeunes » et les « demandeurs d'emploi cumulant les difficultés » (figure 5). Elles regroupent en effet les deux tiers des allocataires.

Part des allocataires du RSA parmi les D3E par zone d'emploi



Note de lecture : en Auvergne, 33 % des D3E sont allocataires du RSA ; 17 % des D3E sont allocataires du RSA et appartiennent à la classe des « bénéficiaires du RSA assez jeunes ».

Source : Pôle emploi, fichier historique administratif.

## Méthodologie

### Les facteurs d'éloignement de l'emploi :

Un modèle Logit a été réalisé pour déterminer les facteurs explicatifs et leurs effets « toutes choses égales par ailleurs ». Les variables du modèle sont les caractéristiques du demandeur d'emploi éloigné de l'emploi (âge, sexe, niveau de formation, métier recherché, mobilité...). Une variable de localisation par zone d'emploi a aussi été introduite pour mettre en évidence l'impact de l'environnement (structure sectorielle de l'appareil productif local, état du marché du travail, politiques publiques locales...) sur la situation du demandeur d'emploi éloigné de l'emploi. Le modèle a aussi été décliné par tranche d'âges.

### La typologie :

Dans un premier temps, une analyse des correspondances multiples (ACM) a été menée sur 19 variables actives caractérisant les demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi. À partir de ces résultats, une classification ascendante hiérarchique (CAH) a permis de regrouper les demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi en huit profils types, en agrégeant deux à deux, selon un processus itératif, les individus ou les groupes d'individus les plus proches pour les variables retenues dans l'analyse. Le nom retenu pour désigner chaque profil s'appuie sur les caractéristiques des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi qui y sont fortement représentées, même si tous ne partagent pas ces caractéristiques. Ainsi, le profil « employées qualifiées » n'est pas uniquement composé de femmes, mais elles y sont très largement surreprésentées.

### Définitions :

**Demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés :** Tout employeur du secteur privé ou tout établissement public à caractère industriel et commercial occupant au moins 20 salariés doit employer des travailleurs handicapés (6 % de son effectif salarié).

**Demandeur d'emploi éloigné de l'emploi (D3E) :** demandeur d'emploi resté au moins 12 mois en catégorie A au cours des 15 mois précédents.

**Périmètre d'étude :** Cette étude débutée en 2015 porte sur le territoire auvergnat. Elle pourrait être ultérieurement étendue à l'ensemble du périmètre Auvergne – Rhône-Alpes.

Insee Auvergne - Rhône-Alpes  
165 rue Garibaldi  
BP 3184  
69401 Lyon Cedex 03

Directeur de la publication  
Pascal Oger  
Rédaction en chef  
Sandra Bouvet, Anthony Faugère

ISSN en cours  
ISBN en cours

©Insee 2016  
Maquette : Insee  
Mise en page : SCEI

## Pour en savoir plus

- Cabusat G., Debeuf O., Gidrol J-C., « Deux ans au moins sans travail pour 8 % des demandeurs d'emploi inscrits en 2013 », Insee, Insee Analyses Languedoc-Roussillon N°4, décembre 2014 ;
- Cabusat G., Debeuf O., Gidrol J-C., « En 2012, 95 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an en Languedoc-Roussillon », Insee, Repères Synthèse pour l'économie du Languedoc-Roussillon N°10, décembre 2013 ;
- Lê J., Le Minez S., Rey M., « Chômage de longue durée : la crise a frappé plus durement ceux qui étaient déjà les plus exposés », Insee, France, portrait social – Édition 2014, novembre 2014.

